

# L'Alberta de Kenney ou le grand recul

Guillaume Durou

Numéro 803, juillet–août 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91233ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Durou, G. (2019). L'Alberta de Kenney ou le grand recul. *Relations*, (803), 8–9.

## L'ALBERTA DE KENNEY OU LE GRAND RECUL

*Le retour des conservateurs au pouvoir annonce d'importants ressacs, notamment en matière de transition écologique.*

**Guillaume Durou**

L'auteur est professeur adjoint de sociologie à la Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta

Le gouvernement du Nouveau parti démocratique (NPD) de Rachel Notley n'aura été qu'une éclipse de quatre ans dans le règne ininterrompu des gouvernements conservateurs depuis 1971. Même si la gauche albertaine est vivante et engagée et que le NPD a longtemps disposé de forts appuis dans les centres urbains comme Edmonton, c'est l'électorat rural qui, dans cette culture politique singulière, a eu le dernier mot lors des élections provinciales d'avril dernier. Ce scrutin marque ainsi un retour à la norme, alors que 71% des

### Bloquons GNL Québec

Une pétition initiée par Nature Québec circule pour s'opposer au projet de complexe méthanier de la firme GNL Québec. Celui-ci prévoit la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié et d'un terminal maritime dans le fjord du Saguenay ainsi qu'un gazoduc de 750 km dont le tracé traverse entre autres l'Abitibi, la Haute-Mauricie, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et plusieurs territoires autochtones non cédés. Visant à exporter les combustibles fossiles albertains vers les marchés internationaux, ce projet générerait annuellement plus de sept millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES), ce qui annulerait l'essentiel des efforts du Québec en matière de réduction des GES depuis 1990. L'ensemble des activités liées au projet seraient également responsables d'une hausse du trafic maritime dans le fjord du Saguenay, menaçant la survie des bélugas du Saint-Laurent. La pétition a déjà recueilli plus de 30 000 signatures. Pour signer: <[non-gnl-quebec.com/nature-quebec](http://non-gnl-quebec.com/nature-quebec)>.

Albertains et des Albertaines se sont prévalus de leur droit de vote, contre 57% en 2015.

Ce résultat contribue toutefois à changer la donne à l'échelle canadienne. Sur les dix provinces, sept sont désormais dirigées par des gouvernements conservateurs. Dans ce contexte, le nouveau premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, espère trouver de solides alliés

Jason Kenney compte remettre l'Alberta sur les rails conservateurs en procédant, dès les 100 premiers jours de son mandat, au démantèlement des politiques instaurées par le NPD. Sous prétexte de retrouver le « juste équilibre » entre l'économie et l'environnement, il compte abolir le plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et contester la constitutionnalité de la taxe



« Mauvaise voie », indique un panneau installé aux abords d'une usine de traitement de pétrole des sables bitumineux, en Alberta. Photo: Velcrow Ripper/Flickr

pour s'opposer à l'appétit centralisateur du fédéral. Cette nouvelle composition politique provinciale serait-elle le terreau fertile d'un retour des conservateurs fédéraux au pouvoir? Une chose paraît certaine: l'élection en Alberta cristallise les querelles à venir entre les différents paliers de gouvernement.

Depuis quelques années, le Canada, comme d'autres pays occidentaux d'ailleurs, semble basculer dans une ère où le politique se retrouve dans une quête permanente de légitimité. Alors que les électeurs se sentent délaissés et boudent l'*establishment*, une droite décomplexée prétend incarner une nouvelle voie. Une fois au pouvoir, cette droite populiste exerce ensuite son mandat avec une impunité déconcertante. Faut-il rappeler que les scandales qui pesaient sur Jason Kenney ou Doug Ford, en Ontario, n'ont en rien empêché leur élection, pas plus que le sexisme ordinaire et l'intolérance qui ont caractérisé leur campagne? La vague de conservatisme, tant fiscal que social, qui déferle d'un océan à l'autre, s'accompagne par ailleurs d'une masculinisation du pouvoir: des cinq femmes qui gouvernaient une province ces dernières années, il n'en reste aucune.

sur le carbone qui lui sera dès lors imposée par le fédéral. Il veut modifier le nouveau Code du travail, réduire à 10% les impôts payés par les entreprises privées et affaiblir les syndicats, toujours dans l'optique de rendre sa province – ou plutôt le marché – plus « libre ». Devant la croissance des crimes en région rurale (sept des dix villes canadiennes connaissant le plus haut taux de criminalité sont albertaines), Kenney prévoit aussi mettre en branle un vaste programme pour durcir le système judiciaire et l'action policière et élargir la notion de légitime défense, ce qui, à ses yeux, permettrait d'accroître le sentiment de sécurité dans les milieux ruraux. Pour ces grands chantiers, dont ceci n'est qu'un aperçu, Kenney a bien averti qu'il ne consultera pas la population. Il y a donc fort à parier que la démocratie connaîtra un passage à vide.

Hormis cette conjoncture politique particulière, une question fatidique reste entière: celle de l'écologie. En redonnant aux conservateurs les rênes du pouvoir, l'Alberta vient en effet d'anéantir à court terme la possibilité d'une transition énergétique. Le retour des conservateurs légitime autant qu'il sacralise une

économie capitaliste qui s'entête à faire reposer sa croissance sur l'extraction des combustibles fossiles dits « extrêmes », à la fois néfastes pour le climat et pour les écosystèmes. Malgré le retrait de gros joueurs comme Total et Shell, décidés, ces dernières années, à privilégier le gaz naturel liquéfié qui profite de nouveaux débouchés, le sort du pétrole des sables bitumineux n'est pas scellé pour autant. Comme le confirme une étude publiée par le Parkland Institute il y a quelques mois, alors que le prix du baril de pétrole a retrouvé un niveau normal depuis la débâcle de 2014-2016, les grandes sociétés d'exploitation des sables bitumineux qui avaient cessé tout nouveau développement pour se rabattre sur leurs installations existantes ont finalement généré des rendements stables et prévisibles. Cette stratégie de consolidation a préservé la rentabilité du secteur, aussi réduite soit-elle. Aux dires de plusieurs experts, l'extraction non conventionnelle est donc en passe de devenir le principal mode de production pétrolière en Amérique du Nord.

Par ailleurs, le charbon fournit toujours environ 50% de l'électricité albertaine et demeure la seconde source d'émissions de GES après l'extraction pétrolière. Parce que ce secteur emploie quelque 10000 travailleurs et garantit une électrification soi-disant abordable pour l'industrie manufacturière et agricole, Jason Kenney le défend bec et ongles. On ne peut que se désoler devant une province (et un pays) à ce point aliénés au « capitalisme fossile », signe d'une société engoncée dans ses contradictions. ☹

## LE PRIX DE LA CONTESTATION AU MAROC

*Les lourdes peines d'emprisonnement que subissent des manifestants du mouvement de protestation du Rif soulèvent l'indignation.*

### Osire Glacier

L'auteure est professeure au Département d'histoire et d'études mondiales de l'Université Bishop's à Sherbrooke

Le 5 avril dernier, la justice marocaine a confirmé en appel les sentences prononcées en 2018 contre des protestataires arrêtés lors des manifestations qui ont eu lieu dans la région du Rif, au nord du pays : 20 ans de prison pour le leader populaire Nasser Zefzafi, 1 à 15 ans pour une cinquantaine d'autres contestataires, et 3 ans pour le journaliste Hamid al-Mahdaoui. Pourtant, les premiers ne faisaient que protester pacifiquement contre le statu quo socioéconomique qui ruine les conditions de vie dans la région, tandis que le seul crime du dernier a été de couvrir les événements avec intégrité.

Le Hirak Rif (« mouvement populaire du Rif ») a vu le jour à la suite de la mort de Mohcine Fikri, le 28 octobre 2016, dans la ville d'al-Hoceima. Ce poissonnier avait

été broyé dans une benne à ordures alors qu'il tentait de récupérer sa marchandise confisquée par les autorités. Depuis, les habitants de la ville, femmes et hommes, adultes et enfants, se mobilisent dans le cadre de manifestations pacifiques pour réclamer une justice socioéconomique. Ils exigent la poursuite en justice des responsables de la mort de Fikri, des emplois, une université, un hôpital oncologique dans la région et la fin de la *hogra* (« humiliation »).

Précisons que la région du Rif souffre depuis longtemps d'une marginalisation socioéconomique aiguë. Le grand leader populaire Abdelkrim al-Khattabi y avait instauré la République du Rif de 1922 à 1926. Aussi s'était-il attiré les foudres des empires coloniaux de l'époque, notamment la France et l'Espagne, ainsi que celle de la monarchie marocaine. En conséquence, ce fut au Rif, en 1926, que des armes chimiques ont été utilisées pour la première fois de l'histoire contre des populations civiles. Plus tard, après l'indépendance (1956), le Palais royal marocain (siège du gouvernement) infligea un traitement similaire aux mêmes populations. De 1958 à 1959, le prince héritier, qui deviendra le roi Hassan II, secondé par le général Oufkir, se livra à un nettoyage ethnique dans la région, faisant plusieurs milliers de victimes. Les armes utilisées incluaient le napalm, l'aviation, l'artillerie, les tanks (français), les pratiques d'extorsion, les arrestations arbitraires, les viols et les exécutions sommaires. En outre, le Rif s'est vu exclu, au fil des décennies, des projets de développement économique du pays. Fuyant la marginalisation socioéconomique, les

# FIÈRE, AUTONOME ET ENGAGÉE!





**lafa.e.qc.ca**